

RAPPORT N°2022/5-51
au Conseil de la Communauté
en séance du samedi 17 décembre 2022

OBJET :

PROLONGATION DE L'EXONERATION A LA TAXE VERSEMENT TRANSPORT – UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA REUNION (UDAF)

L'Association UDAF, « Union Départementale des Associations Familiales de La Réunion », située sur le territoire de la CINOR, a sollicité la collectivité pour prolongation de l'exonération au Versement Mobilité.

Cette Association a pour objet sur le plan départemental :

- a) De donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles ;
- b) Représenter officiellement auprès des pouvoirs publics, l'ensemble des familles et notamment désigner ou proposer les délégués des familles aux divers conseils, assemblées ou autres organismes institués par l'Etat, la région, le département, la commune ;
- c) Gérer tout service d'intérêt familial dont les pouvoirs publics estimeront devoir leur confier la charge ;
- d) Exercer devant toutes les juridictions, sans avoir à justifier d'un agrément ou d'une autorisation préalable de l'autorité publique, notamment de l'agrément prévu à l'article L.421-1 du code de la consommation, l'action civile relativement aux faits de nature à nuire aux intérêts moraux et matériels des familles, y compris pour les infractions prévues par l'article 227-24 du code pénal.

Conformément à l'article L.2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est stipulé que « *les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à l'exception des fondations et associations reconnues d'utilité publique, à but non lucratif dont l'activité est de caractère social, peuvent être assujetties au versement destiné au financement des transports en commun ...* ».

De ce fait, pour qu'un établissement soit exonéré de ce versement, il faut que les 3 conditions cumulatives suivantes soient remplies de manière stricte :

- Être une fondation ou une association reconnue d'utilité publique
- Être une fondation ou une association à but non lucratif
- Avoir une activité à caractère sociale

Avant cette demande de prorogation, l'UDAF a déjà fait l'objet d'une exonération antérieure pour la période 2018-2020, par décision du Conseil Communautaire en date du mercredi 19 décembre 2018 (délibération n° 2018/7-29)

Au regard de l'analyse des nouveaux justificatifs apportés par l'association UDAF, les trois conditions cumulatives sont bien remplies conformément à l'article L.2333-64 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il vous est donc proposé d'accorder une exonération au Versement Mobilité à cette Association pour les années 2022, 2023 et 2024. Pour les années suivantes, l'UDAF devra reformuler sa demande d'exonération et fournir de nouvelles pièces justificatives.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Accorder pour les années 2022, 2023 et 2024, une exonération à la taxe Versement Mobilité à l'Union Départementale des Associations Familiales de La Réunion.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette exonération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20221217-CC2022-5-51-DE
Date de télétransmission : 22/12/2022
Date de réception préfecture : 22/12/2022

**DELIBERATION N° 2022/5-51
au Conseil de la Communauté
en séance du 17 décembre 2022**

OBJET :

**PROLONGATION DE L'EXONERATION A LA TAXE VERSEMENT TRANSPORT – UNION DEPARTEMENTALE DES
ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA REUNION (UDAF)**

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'avis des commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/5-51 du Président ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1

Accorde pour les années 2022, 2023 et 2024, une exonération à la taxe Versement Mobilité à l'Union Départementale des Associations Familiales de La Réunion.

ARTICLE 2

Autorise le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette exonération.

Nombre de votants : 35 (dont 06 procurations)
Suffrages exprimés : 35
Vote pour : 35
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte Clotilde

22 DEC 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740118-20221217-CC2022-5-51-DE
Date de télétransmission : 22/12/2022
Date de réception préfecture : 22/12/2022



SECRETARIAT DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE

AVIS DES COMMISSIONS

RAPPORT N°2022/CG/5-51

Prolongation de l'exonération à la taxe versement transport – Union Départementale des Associations familiales de la Réunion (UDAF)

COMMISSION TRANSPORTS & DEPLACEMENTS

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.

COMMISSION ADMINISTRATION FINANCES

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.